

soit finalement le contribuable et la population suisse qui doivent payer pour assumer le service après-vente, en quelque sorte, des centrales nucléaires.

La commission soutient l'objectif de la motion, visant à accorder davantage de souplesse aux exploitants concernant les versements aux fonds et à prévoir une garantie par les sociétés mères. Les coûts qui découlent de la mise hors service des centrales nucléaires doivent être couverts par les propriétaires, par le biais de leurs cotisations. En outre, il s'agit de réduire à un minimum les risques pour la Confédération et les contribuables de devoir prendre en charge les coûts non couverts. La commission ajoute que la révision de l'ordonnance sur le fonds de désaffectation et sur le fonds de gestion prévoit d'augmenter les contributions que doivent verser les exploitants. En contrepartie, ces derniers doivent avoir la possibilité d'échelonner leurs versements après la mise hors service, comme le prévoit d'ailleurs la motion, ce qui leur offre une certaine flexibilité.

Pour les raisons précitées, notre commission vous demande d'adopter cette motion, par 6 voix contre 3 et 3 abstentions. Il n'y a pas de proposition de minorité.

Leuthard Doris, Bundesrätin: Wir empfehlen Ihnen auch die Annahme der Motion, weil das ein guter Weg ist, um Flexibilität zu gewährleisten.

Hier nochmals das Prinzip: Wir haben 50 Jahre als Berechnungsdauer, die Kosten und dann die Aufteilung auf die jährlichen Beiträge, also das Ansparen, damit im Zeitpunkt der Ausserbetriebnahme die Stilllegungs- und Entsorgungskosten sichergestellt sind. Zu den Eigentümern gehören ja vor allem Partnerwerke. Die Kernkraftwerke Gösgen sowie Leibstadt sind Partnerwerke, für deren Bau und Betrieb die Kernkraftwerk Gösgen-Däniken AG und die Kernkraftwerk Leibstadt AG gegründet wurden. Diese Aktiengesellschaften sind die Eigentümer der Werke, Eigentümer respektive Aktionäre sind grosse Elektrizitätsversorgungsunternehmen und einzelne Städte. An den Elektrizitätsversorgungsunternehmen wiederum ist die öffentliche Hand beteiligt. Diese Struktur birgt ein gewisses Risiko, denn wenn sonst von Anfang an klar definierte Aktionäre Eigentümer sind, dann ist auch bei einer Ausserbetriebnahme noch jemand da, der haftet. Darum geht es in dieser Motion: dass wir bei diesen Partnerwerken Flexibilität hätten.

Für den Fall, dass ein Betreiber zum Zeitpunkt der Ausserbetriebnahme nicht mehr genügend Kapital hätte bzw. vielleicht sogar gar nicht mehr existieren würde, besteht grundsätzlich eine Kaskadenhaftung: Die anderen Kernkraftwerkbetreiber wären dann haftungsmässig verantwortlich. Aber das ist natürlich auch nicht die optimale Lösung. Deshalb meinen wir, dass wir mit dieser Motion auf Verordnungsbasis mehr Sicherheit und Flexibilität bieten können, vor allem für den Fall, dass bei einer endgültigen Ausserbetriebnahme vor diesen rechnerischen 50 Jahren die Aktiva der Betreiber-gesellschaft für die Gewährung einer gestaffelten Zahlung nicht genügend Sicherheit bieten würden. Das lässt sich umsetzen. Daher meinen wir, dass diese Motion Sinn macht und auch dem Gedanken der besseren Sicherheit für unsere Bürgerinnen und Bürger Rechnung trägt, aber auch die unterschiedlichen Rechtsformen der Eigentümer der Kraftwerke abbildet.

Auch ich bitte Sie deshalb, die Motion anzunehmen.

Angenommen – Adopté

13.3010

Motion UREK-NR. Bessere Auslastung der Zweitwohnungen

Motion CEATE-CN. Meilleure occupation des résidences secondaires

Nationalrat/Conseil national 12.06.13

Ständerat/Conseil des Etats 26.09.13

Antrag der Mehrheit
Annahme der Motion

Antrag der Minderheit
(Theiler, Cramer, Eberle, Freitag, Jenny)
Ablehnung der Motion

Proposition de la majorité
Adopter la motion

Proposition de la minorité
(Theiler, Cramer, Eberle, Freitag, Jenny)
Rejeter la motion

Il presidente (Lombardi Filippo, presidente): Avete ricevuto un rapporto scritto della commissione.

Berberat Didier (S, NE), pour la commission: Notre commission a procédé à l'examen préalable de la motion 13.3010 déposée le 12 février 2013 par son homologue du Conseil national. Cette motion, qui a été adoptée sans opposition par le Conseil national le 12 juin 2013, charge le Conseil fédéral de présenter, dans le cadre des travaux législatifs de mise en oeuvre de l'initiative populaire «Halte aux constructions envahissantes de résidences secondaires» des propositions pour favoriser une meilleure occupation des résidences secondaires et, notamment, la location des logements de vacances.

Notre commission vous propose, par 6 voix contre 5 et 1 abstention, d'adopter cette motion. Une minorité Theiler vous propose de la rejeter.

Dans son avis du 1er mai 2013, le Conseil fédéral propose d'adopter la motion. Madame la conseillère fédérale Leuthard nous détaillera les raisons pour lesquelles l'exécutif fait cette recommandation.

Notre commission constate que de récentes études, dont vous trouverez d'ailleurs la référence dans son rapport écrit, montrent que les résidences secondaires contribuent largement au développement économique des régions de Suisse. Eu égard aux nouvelles restrictions constitutionnelles auxquelles est soumise la construction de résidences secondaires, la commission est convaincue que des mesures spécifiques doivent être prises pour pouvoir continuer à répondre à la demande dans ce domaine. Dans le même temps, elle constate que de nombreuses résidences secondaires ne sont occupées en moyenne que durant huit semaines par an.

La majorité de la commission juge que la mesure proposée dans la motion, consistant à favoriser l'occupation des résidences existantes dans les régions concernées par l'initiative populaire, est un bon moyen de soutenir le secteur touristique de ces régions et d'exploiter pleinement leur potentiel économique. Comme je l'ai déjà signalé, par 6 voix contre 5 et 1 abstention, la commission vous propose donc d'adopter la motion de son homologue du Conseil national. Comme vous le dira tout à l'heure Monsieur Theiler, la minorité de la commission préfère quant à elle laisser aux propriétaires le libre choix de louer ou non leur résidence secondaire. La minorité rappelle d'ailleurs que la demande

varie en fonction des saisons – ce qui est vrai et limite considérablement la possibilité de louer ce genre de résidences – et qu'une prise en compte de ces fluctuations dans le cadre d'une réglementation nationale contraignante paraît difficile. Enfin, selon la minorité, il existe déjà des guides de planification prévoyant des mesures qui ont été développées par les régions concernées pour accroître les taux d'occupation de leurs résidences secondaires. Pour toutes ces raisons, la minorité propose donc de rejeter la motion.

Je souhaite encore indiquer, avant d'en terminer, que j'ai été pour le moins étonné des réactions que cette adoption de la motion – en tout cas par la commission – a suscitées, dans la mesure où nous avons reçu une lettre de l'Alliance Résidences secondaires suisse, qui a parfaitement le droit de nous envoyer les courriers qu'elle souhaite. Simplement, je trouve qu'il est fait à la commission un procès d'intention, dans la mesure où l'on a l'impression que si la motion était acceptée, on irait jusqu'à la réquisition des immeubles, l'obligation de louer, des subventions importantes qui affaibliraient la capacité financière de la Confédération, alors même que la motion, vous l'avez vu, demande au Conseil fédéral d'étudier un certain nombre de mesures pour faire en sorte que l'occupation – qui est, je le rappelle, de huit semaines par an en moyenne – soit augmentée.

Bien entendu, il n'est pas dans les intentions de la commission d'obliger les propriétaires de résidences secondaires à louer leurs résidences, et quoi qu'il en soit, même si par le plus grand des hasards le Conseil fédéral présentait un projet prévoyant l'obligation de louer, ce qui ne sera pas le cas, je rappelle que ce genre d'obligation devrait faire l'objet d'une loi, avoir une base légale. De toute façon, ces mesures seront soumises au Parlement, et il sera assez tôt à ce moment-là de décider si nous les acceptons ou non.

Je vous demande, au nom de la majorité de la commission, de laisser la possibilité au Conseil fédéral d'examiner les mesures à prendre et, donc, d'accepter la motion.

Theiler Georges (RL, LU): Ich danke dem Kommissionssprecher, dass er bereits gesagt hat, was ich sagen werde – merci beaucoup! –, aber ich gestatte mir trotzdem, meine Ausführungen auf meine Art zu machen.

In der Kommission war der Entscheid mit 6 zu 5 Stimmen bei 1 Enthaltung sehr knapp. Im Namen der Minderheit bitte ich Sie, die Motion abzulehnen.

Die Vermietung einer Wohnung und auch die Unterstützung einer Vermietung ist ganz klar keine staatliche Aufgabe. Das ist einmal ein erster und wichtiger Grundsatz.

Ein zweiter Grundsatz ist unsere Eigentumsfreiheit. Sie stellt ein hohes und wichtiges Gut dar, in das wir nur in absolut zwingenden Fällen irgendwo eingreifen sollten. Die Begründung, dass die Infrastrukturen in den betreffenden Ortschaften zu wenig ausgelastet seien, reicht meiner Meinung nach dazu nicht aus. Eigentümer haben Zweitwohnungen zum Eigengebrauch gebaut, haben sie auch zum Eigengebrauch eingerichtet, und sie wollen sie nicht vermieten. Das ist ihr gutes Recht. Sie wollen diese Wohnungen mit Bestimmtheit auch nicht an fremde Personen vermieten. Ich meine, dass es nicht angebracht ist, hier einen Zwang auszuüben, aber es ist auch nicht angebracht, in irgendeiner Art eine Busse zu verhängen für jene, die ihr Eigentum nicht vermieten wollen.

Ich sehe aber auch für die betroffenen Gebiete eine gewisse Gefahr – ich habe der Zweitwohnungs-Initiative nicht zugestimmt, ich finde das ein falsches Instrument. Was macht jemand, der eine wirklich schöne Wohnung hat, wenn die Gemeinde ihn zwingt, sie zu vermieten? Vielleicht sucht er dann einen anderen Ort oder ein anderes Land, um eine Zweitwohnung zu erwerben.

Nebst diesen grundsätzlichen gibt es aber auch gewisse praktische Gründe, weshalb ich der Meinung bin, dass diese Motion keinen Sinn macht. Ich besass selber auch einmal eine Wohnung in einem Berggebiet. Ich habe diese Wohnung vermietet, aber ich kann Ihnen sagen: Das ist gar nicht so eine einfache Geschichte! Wer da glaubt, die Mieterinnen und Mieter kämen auch im Monat November oder im Monat

April in Scharen daher, irrt sich. Wenn Sie vielleicht zu Spitzenzeiten, während 10 Prozent des Jahres, selber gerne dort wohnen möchten, sind Sie wirklich gut, wenn Sie eine jährliche Vermietungszeit von etwa 20 Prozent und somit eine Auslastung von rund einem Drittel erreichen. Der Rest ist einfach tote Zeit, weil gar niemand Ferien machen will. Das ist eine Tatsache. Da können Sie nachfragen, da können Sie die Auslastungen ansehen; das ist einfach so. In diesem Sinne ist es logisch, dass viele Objekte dann halt leer stehen.

Folgendes erweist sich wiederum als Bumerang für die Berggebiete, die die Forderung zum Teil ja unterstützen: Wenn jetzt wirklich mit solchen Massnahmen in grossem Ausmass eine breitere Vermietung stattfinden würde, dann hätte das Auswirkungen auf die Mietpreise; diese würden mit Bestimmtheit sinken. Es gibt aber sehr viele Einheimische, die vielleicht auf die Vermietung ihrer Wohnungen angewiesen sind. Sie werden Ihnen dann dankbar sein, wenn die Mietpreise sinken oder ihr Objekt leer steht, weil in grossem Ausmass von Auswärtigen vermietet wird.

Noch ein weiteres Element erweist sich für die Hotellerie als Bumerang: Die Hotellerie hat doch auch keine Freude, wenn in grossem Ausmass und möglichst noch zu billigen Preisen vermietet wird. Dann werden die Hotelzimmer leer stehen, und das Problem ist einfach innerhalb des Dorfes etwas verschoben. Aber Freunde machen Sie sich damit in der Hotellerie mit Bestimmtheit auch nicht.

Ich habe nichts dagegen, wenn Tourismusorte hier aktiv sind. Dort, wo meine Ferienwohnung war, ist das auch bestens organisiert; es klappt wunderbar. Der Eigentümer muss etwas bezahlen, wenn er vermietet; das ist in Ordnung. Aber das ist keine staatliche Aufgabe; es ist eine reine Privatsache, dass man sich so organisiert und für diese Organisation auch etwas bezahlt.

Ich bitte Sie, lassen Sie die Vermietung von Ferienwohnungen dort, wo sie hingehört, nämlich im Privatbereich, und greifen Sie nicht in die Eigentumsfreiheit ein.

Imoberdorf René (CE, VS): Zweitwohnungen tragen wesentlich zur touristischen und regionalwirtschaftlichen Entwicklung der Schweiz bei. Verschiedene Studien haben das ganz klar aufgezeigt; auch das Seco hat solche Studien erstellen lassen. Durch die Zweitwohnungs-Initiative sind verschiedene Regionen unseres Landes in ihrer wirtschaftlichen Entwicklung schwer eingeschränkt worden. Es zeichnet sich schon jetzt ab, dass viele Arbeitsplätze abgebaut werden müssen respektive schon abgebaut worden sind. Das trifft insbesondere auf schon jetzt strukturschwache Regionen zu. Es ist äusserst schwierig, diese verlorenen Arbeitsplätze zu kompensieren. Es wird befürchtet, dass etwa 15 000 Arbeitsplätze verlorengehen. Die Förderung der Auslastung der bestehenden Zweitwohnungen ist eine der Möglichkeiten, den von der Zweitwohnungs-Initiative betroffenen Regionen bei der Förderung ihrer touristischen Aktivität und Attraktivität zur Seite zu stehen, damit sie ihr wirtschaftliches Potenzial besser ausschöpfen können.

Die Minderheit der Kommission möchte mit der Ablehnung der Motion eine staatliche Subventionierung zur besseren Auslastung dieser Wohnungen verhindern; so steht es im Kommissionsbericht. Dem kann ich entgegenhalten, dass im Motionstext nichts von Subventionierung steht. Der Bundesrat wird lediglich beauftragt, Vorschläge zu unterbreiten, wie eine bessere Auslastung der Zweitwohnungen, namentlich die Vermietung von Ferienwohnungen, gefördert werden kann. Das Parlament hat nachher immer noch die Möglichkeit, die Vorschläge des Bundesrates zu übernehmen oder diese abzulehnen.

Ich bitte Sie, der Mehrheit und damit dem Bundesrat zu folgen und die Motion anzunehmen.

Bischofberger Ivo (CE, AI): Ich kann vieles von dem, was Kollege Georges Theiler ausgeführt hat, unterstützen. Trotzdem möchte ich Sie bitten, der Mehrheit zu folgen, und das vor allem aus einem Grund: Parallel zur Behandlung dieser Motion läuft ja die Vernehmlassung zum Bundesgesetz über

Zweitwohnungen. Die Vernehmlassungsfrist dauert bis zum 20. Oktober 2013. Die Grundlage ist Artikel 75 der Bundesverfassung, der konkret Bezug nimmt auf die Raumplanungskompetenz des Bundes. Und in diesem Bereich der Raumplanungsgesetzgebung sind die Kantone, Gemeinden und Bezirke zuständig. Artikel 8 des Raumplanungsgesetzes nimmt darauf Bezug, dass hier die Kantone die Aufgabe haben, geeignete Massnahmen zur Förderung einer besseren Auslastung der Zweitwohnungen zu ergreifen.

Ich bin der Auffassung, dass wir der Mehrheit folgen und diese Problematik im Rahmen der Zweitwohnungs-Gesetzgebung lösen sollten, nämlich dann, wenn uns die Vernehmlassungsgrundlagen vorliegen.

Schmid Martin (RL, GR): Ich bin zum Schluss gekommen, Sie darum zu bitten, die Motion abzulehnen. Ich bin mit den Vorrednern Imoberdorf und auch Bischofberger einverstanden, wenn sie darauf hinweisen, dass gerade die Gebirgsregionen von der Annahme der Zweitwohnungs-Initiative betroffen sind. Ich glaube, darüber müssen wir uns nicht lange unterhalten.

Ich komme zum Schluss, dass diese Motion abzulehnen ist, aufgrund anderer Argumente, als sie vom Vertreter der Kommissionsminderheit vorgetragen worden sind. Herr Theiler hat insbesondere Fragen der Subventionierung und der Eigentumsgarantie in die Runde geworfen. Mir geht es um einen föderalistischen Grundgedanken. Ich bin der festen Überzeugung, dass es richtig ist, wenn die Kantone in diesem Bereich weiterhin zuständig sind, und dass wir hier keine zusätzliche Bundeskompetenz einführen sollten. Ich stimme mit der Zielsetzung überein, dass wir die Auslastung der Zweitwohnungen verbessern sollten. Es wurde aber auch darauf hingewiesen, dass das in der Praxis nicht so einfach zu realisieren ist, wie es vielleicht tönt. Mit einer Bundeslösung hätte man dann im Tessin die gleichen Vorschriften wie im Kanton Graubünden oder in einem anderen Kanton. Allenfalls gibt es aber je nach Region unterschiedliche Voraussetzungen, die zu berücksichtigen sind.

Ich möchte beispielsweise nur den Kanton Graubünden erwähnen, der schon einen vom Bundesrat genehmigten regionalen Richtplan in diesem Bereich erlassen hat, und zwar gestützt auf die vor dem Inkrafttreten der Zweitwohnungs-Initiative geltenden Grundlagen im Raumplanungsgesetz, welche dem Kanton solche Möglichkeiten geben. Dort wurden auch pro Gemeinde ganz differenzierte Vorschläge gemacht, weil man eben in der Praxis erkannte, dass höchstwahrscheinlich eine Lösung, die über das ganze Gebiet greift, nicht richtig ist.

Ich möchte hier darauf hinweisen, dass die Kantone nicht auf eine solche Lösung hoffen und die Probleme auf den Bund abschieben sollten. In diesem Bereich sind jetzt auch wir als Bergkantonvertreter gefordert, neue Möglichkeiten aufzuzeigen und im Rahmen der bestehenden Situation das Beste zu machen. Ich glaube, es braucht Eigeninitiative vor Ort, es braucht privatwirtschaftliches Denken, damit wir mehr Gäste gewinnen können. Ich glaube, wir machen es uns zu einfach, wenn wir jetzt dem Bund die Aufgabe übertragen, hier Vorschläge im Bereich der Subventionierung oder der Zwangsmittel zu unterbreiten.

Ein zweites Argument sehe ich auch noch darin, dass die Motion verlangt, dass diese Vorschläge jetzt in die Diskussion eingebracht werden. Ich vertraue darauf, dass der Bundesrat sein Versprechen, dass die Ausführungsgesetzgebung zur Zweitwohnungs-Initiative im Januar 2014 den Räten zugestellt werde, halten kann. Wenn man dieses Projekt jetzt noch mit sämtlichen komplexen Bereichen, wie sie in der Motion gefordert werden, anreichern müsste, dann hätte ich die Befürchtung, dass dieser Fahrplan nicht eingehalten werden könnte. Damit stiege die Gefahr, dass sich das Bundesgericht auch noch zur Rechtmässigkeit der vom Bundesrat erlassenen Verordnung äussern würde. Da habe ich es lieber, wenn man im Bereich der Gesetzgebung tätig werden kann, wenn man Rechtssicherheit schaffen und den Auftrag an die Kantone geben kann, in diesem Bereich tätig zu werden.

Ich bitte Sie deshalb, vielleicht auch noch aufgrund anderer Argumente, mit der Kommissionsminderheit zu stimmen.

Berberat Didier (S, NE), pour la commission: Après avoir entendu les propos de notre collègue Theiler, j'ai eu l'impression que c'était la Confédération elle-même qui devait organiser la location. Il n'en est pas du tout question. Je pense que ce n'est pas Madame la conseillère fédérale Leuthard qui passera les contrats de location et qui fera l'état des lieux, ni même ses services. On pourrait tout à fait déléguer cette compétence aux cantons ou à d'autres organisations. D'ailleurs, il est normal que ce soient aussi les propriétaires qui s'occupent de cette question-là. Il n'y a donc pas d'intrusion de la Confédération dans la compétence des propriétaires ou des cantons.

On nous parle beaucoup de location forcée ou de subventions. Je ne sais pas où vous trouvez la question de la location forcée ou du subventionnement dans cette motion. La motion charge simplement le Conseil fédéral d'examiner les moyens de favoriser la location. Je vous rappelle que la durée moyenne d'occupation des résidences secondaires en Suisse est de huit semaines par année.

On nous dit aussi que l'on fera concurrence aux hôtels. Je suis un peu étonné, car je croyais qu'ici on était favorable à la liberté du commerce et de l'industrie. En fin de compte, s'il y a une concurrence entre les hôtels et les résidences secondaires, ce serait assez sain pour tout le système touristique.

Donc, il faut laisser une chance à cette motion et charger le Conseil fédéral d'examiner les questions qui se posent et de présenter des propositions. De toute façon, je l'ai déjà dit, mais je le répète, si le Conseil fédéral présentait des mesures assez musclées dans le domaine de l'obligation de louer et des subventions, il faudrait une base légale. A ce moment-là, le Conseil fédéral présenterait un message sur cette question et vous auriez l'occasion de dire tout le mal que vous pensez des subventions ou de la location forcée.

De toute manière, vous le savez, nous allons devoir examiner prochainement la loi qui met en application l'initiative Weber. Même si cette motion est rejetée aujourd'hui, cette question fera de toute façon l'objet de travaux parlementaires.

Leuthard Doris, Bundesrätin: Der Bundesrat war ja gegen die Annahme der Zweitwohnungs-Initiative. Das Volk hat entschieden. Aber wir haben immer gesagt, dass sie Auswirkungen auf die Arbeitsplätze, auf die Wirtschaft in den betroffenen Regionen haben wird. Deshalb stehen wir auch in der Pflicht, diesen Regionen soweit möglich und soweit sinnvoll Unterstützung zu bieten. Diese Motion steht für mich in diesem Kontext.

Wir haben das Problem der kalten Betten schon lange diskutiert, auch Sie in den Räten. Die Tatsache, dass die Auslastung der Zweitwohnungen bloss 15 Prozent beträgt und viel gebaut worden ist, hat auch dazu geführt, dass unsere Bevölkerung offensichtlich diese Entwicklung nicht mehr wollte. Wir überlegen mit den Kantonen, ob es überhaupt Möglichkeiten gibt, um die Vermietung von Zweitwohnungen zu verbessern. Das ist völlig normal. Wir haben im Entwurf zum Zweitwohnungsgesetz, das noch bis zum 20. Oktober in der Vernehmlassung ist, in Artikel 3 Absatz 1 das übernommen, was Sie bereits in Artikel 8 des Raumplanungsgesetzes geregelt haben. Dort hat der Gesetzgeber beschlossen, dass die Kantone mit geeigneten Massnahmen für eine bessere Auslastung der Zweitwohnungen sorgen müssen. Das ist nichts Neues. Auch dort bleibt die Förderung der Auslastung in der Kompetenz der Kantone, Herr Ständerat Schmid. Aber der Gesetzgeber hat das als Vorgabe verankert.

Wir haben eine zweite Bestimmung in die Vernehmlassung geschickt. In Artikel 8 geben wir den Gemeinden mit einem Zweitwohnungsanteil von über 20 Prozent die Möglichkeit, neue Zweitwohnungen zu bauen, wenn diese touristisch bewirtschaftet werden. Dem liegt auch der Gedanke zugrunde, dass man hier eine andere Beherbergungsform – die touri-

stische Bewirtschaftung bestehender Wohnungen – berücksichtigt kann.

Wie das dann von Ihnen beurteilt wird, wird sich zeigen. Insofern nimmt der Bundesrat das Anliegen dieser Motion eigentlich bereits vorweg. Wir verstehen die Motion nicht so, wie sie Herr Ständerat Theiler und Herr Ständerat Schmid ausgelegt haben, nämlich dass es hier einfach um zusätzliche Subventionen oder Eingriffe in die föderale Struktur gehe. Die Motion verlangt vom Bundesrat, er solle Vorschläge für eine bessere Auslastung unterbreiten. Das tun wir.

Wir haben übrigens schon 2011 eine Planungshilfe für die Kantone publiziert, in der aufgezeigt worden ist, wie raumplanerische Massnahmen für eine bessere Auslastung aussehen könnten. Auch das ist ein Vorschlag. Die Kantone sind völlig frei, ob sie das übernehmen wollen. Wir denken hier an Instrumente wie Innotour, in welches das Seco involviert ist. Wir haben die Modellvorhaben in den Planungshilfen des ARE, wir haben das Gebäudeprogramm des BFE. Das sind alles denkbare Wege, die nichts mit Subventionen zu tun haben. Und sonst, Herr Ständerat Schmid, habe ich noch nie gesehen, dass Sie die höheren Kredite für Schweiz Tourismus und Innotour aus föderalen Gründen abgelehnt hätten.

Wir meinen, diese Förderung sei ein wichtiges Thema. Wenn wir hier den Kantonen Anstösse geben und helfen können herauszufinden, welche Massnahmen denkbar sind, so macht das der Bundesrat ohnehin. Sie werden im Rahmen der Zweitwohnungs-Gesetzgebung damit konfrontiert werden. Es wird auch keine Verzögerung geben, weil das alles schon aufgelegt ist und das Seco mit Innotour und auch mit den Hotelkrediten die Arbeiten in diesem Bereich bereits vorangetrieben hat.

Wir haben keine Probleme, diese Motion entgegenzunehmen.

Abstimmung – Vote

Für Annahme der Motion ... 14 Stimmen

Dagegen ... 22 Stimmen

(3 Enthaltungen)

12.301

Standesinitiative Zürich. Bau des Brüttener Tunnels

Initiative cantonale Zurich. Construction du tunnel de Brütten

Vorprüfung – Examen préalable

Ständerat/Conseil des Etats 26.09.13 (Vorprüfung – Examen préalable)

Il presidente (Lombardi Filippo, presidente): Avete ricevuto un rapporto scritto della commissione. La commissione chiede all'unanimità di non dar seguito all'iniziativa.

Hêche Claude (S, JU), pour la commission: La présente initiative cantonale charge le Conseil fédéral de réaliser le tunnel de Brütten dans sa version courte – soit Bassersdorf/Dietlikon–Winterthour – d'ici à 2025. Les auteurs demandent en outre que la Confédération assure le financement des travaux de construction.

Pour mémoire, le 22 juin 2012, après avoir entendu des représentants du canton de Zurich, notre commission avait décidé de suspendre ses travaux jusqu'à l'achèvement de l'examen par les Chambres fédérales du projet «Financement et aménagement de l'infrastructure ferroviaire». A la session d'été 2013, lors des délibérations sur le projet précité, les Chambres fédérales ont renoncé à inclure ce tronçon dans les projets à réaliser d'ici à 2025 pour des raisons financières et à cause du niveau des études notamment. Par

contre, estimant qu'il était nécessaire d'aménager le goulet d'étranglement situé sur la ligne reliant Zurich et Winterthour, le Conseil national et le Conseil des Etats ont décidé d'intégrer ce projet au chapitre des études pour l'extension de capacité et, partant, de prévoir sa réalisation dans l'étape suivante.

Considérant les récentes décisions des Chambres fédérales relatives au tunnel de Brütten, la commission propose, à l'unanimité, de ne pas donner suite à l'initiative du canton de Zurich.

Der Initiative wird keine Folge gegeben

Il n'est pas donné suite à l'initiative

13.3662

Motion SiK-SR. Benachteiligung der Schweizer Sicherheitsindustrie beseitigen

Motion CPS-CE. Mettre un terme à la discrimination de l'industrie suisse d'armement

Ständerat/Conseil des Etats 26.09.13

Antrag der Mehrheit

Annahme der Motion

Antrag der Minderheit

(Savary, Hêche, Zanetti)

Ablehnung der Motion

Antrag Stadler Markus

Ablehnung der Motion

Proposition de la majorité

Adopter la motion

Proposition de la minorité

(Savary, Hêche, Zanetti)

Rejeter la motion

Proposition Stadler Markus

Rejeter la motion

Il presidente (Lombardi Filippo, presidente): Avete ricevuto un rapporto scritto della commissione. Il Consiglio federale propone di accogliere la mozione.

Niederberger Paul (CE, NW), für die Kommission: Die Ausgangslage zur Motion der SiK-SR bildet der Bericht des Bundesrates in Erfüllung des Postulates Frick 10.3622 vom 18. Juni 2010 mit dem Titel «Gleich lange Spiesse für die Schweizer Sicherheits- und Wehrtechnikindustrie im Vergleich mit der europäischen Konkurrenz». In seinem Bericht stellt der Bundesrat fest, dass eine Benachteiligung der Schweizer Sicherheits- und Wehrtechnikindustrie gegenüber der europäischen Konkurrenz vorliegt. Die Benachteiligung betrifft sowohl die Gesetzgebung, namentlich die restriktivere Formulierung von Bewilligungskriterien, als auch die Bewilligungspraxis für Rüstungsexporte.

Der Bundesrat stellt insbesondere auch eine Benachteiligung gegenüber Staaten wie Österreich und Schweden fest, welche ähnliche völkerrechtliche und aussenpolitische Rahmenbedingungen wie die Schweiz aufweisen. Gegenüber weiteren EU-Staaten wie Deutschland, Italien, Frankreich, Belgien und den Niederlanden sind die Differenzen noch grösser. Der Bundesrat zeigt in seinem Bericht ferner auf, dass eine Verbesserung der Rahmenbedingungen für die